

# Les comptes de la Nation en 2011

## La croissance du PIB se maintient à 1,7 %

Anne-Juliette Bessone, Vladimir Passeron, Aurélien Poissonnier,  
département des Comptes nationaux, Insee

**E**n 2011, la croissance de l'économie française se maintient : le produit intérieur brut en euros constants progresse de 1,7 % en moyenne annuelle, au même rythme qu'en 2010. La croissance est soutenue par la demande des entreprises : leurs dépenses d'investissement accélèrent et, après deux années de déstockage, elles reconstituent leurs stocks. Importations et exportations augmentent de conserve, si bien que les échanges extérieurs sont neutres sur la croissance. En revanche, les dépenses de consommation des ménages progressent d'à peine 0,3 %, après l'accélération de 2010. Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages croît à un rythme ralenti : l'accélération des prix l'emporte sur celle des revenus d'activité. Le taux d'épargne des ménages progresse très légèrement tandis que le taux de marge et, surtout, le taux d'autofinancement des sociétés non financières sont en fort repli.

En 2011, le produit intérieur brut (PIB) croît au rythme de 1,7 % en euros constants, comme en 2010, après la forte récession de 2009 (-3,1 % ; *tableau 1*). L'activité retrouve ainsi un niveau comparable à celui d'avant la crise de 2008-2009. La production industrielle ralentit (+2,0 % après +4,8 % en 2010) : elle demeure inférieure de 5,5 % à son niveau de 2007. La branche énergie-eau-déchets (-3,9 %) est le principal facteur du ralentissement, en raison du climat particulièrement doux en 2011. La production des branches de services principalement marchands progresse au même rythme qu'en 2010 (+2,4 % après +2,3 %). Enfin, après trois années de recul, la production dans la construction renoue avec la croissance (+1,5 % après -5,2 %).

### La demande des entreprises accélère nettement

La formation brute de capital fixe (FBCF) de l'ensemble des agents économiques accélère de nouveau en 2011 (+3,5 % après +1,2 % en 2010 et -10,6 % en 2009). Son niveau reste toutefois inférieur à celui de 2007. Ce dynamisme en 2011 est porté principalement par les entreprises, à la fois financières (+8,2 % après

#### 1 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2011			
	2009	2010	2011	En milliards d'euros	Évolution des prix (en %)	Évolution en valeur (en %)	Contribution à la croissance du PIB en volume
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	-3,1	1,7	1,7	1 996,6	1,3	3,1	1,7
Importations	-9,6	8,9	4,9	594,3	5,4	10,6	-1,4
<b>Total des emplois finals</b>	-4,6	3,1	2,4	2 590,9	2,2	4,7	3,1
Consommation effective des ménages, dont : dépense de consommation	0,7	1,5	0,6	1 471,9	1,8	2,4	0,4
- des ménages	0,1	1,4	0,3	1 110,1	2,1	2,3	0,1
- individualisable des administrations	2,2	1,7	1,5	320,7	1,1	2,5	0,2
Consommation collective des administrations publiques	3,1	2,0	-2,2	168,7	2,0	-0,2	-0,2
Formation brute de capital fixe, dont :	-10,6	1,2	3,5	401,2	2,9	6,5	0,7
- entreprises non financières	-13,7	6,3	5,1	213,4	2,3	7,5	0,5
- ménages	-12,2	-0,4	3,1	108,9	3,8	7,1	0,2
- administrations publiques	2,4	-8,1	-1,9	61,4	3,6	1,6	-0,1
Variations de stocks (contribution à la croissance)	-1,2	0,1	0,8	10,9	///	///	0,8
Exportations	-12,1	9,6	5,3	538,2	3,2	8,7	1,3

Source : Insee, comptes nationaux, base 2005.

– 12,2 %) et non financières (+ 5,1 % après + 6,3 %), qui contribuent conjointement à hauteur de 0,6 point à la croissance du PIB. De même, l'investissement des ménages progresse à nouveau (+ 3,1 %) : c'est la première fois depuis 2007. Pour ces trois secteurs, l'investissement en construction sort de l'ornière : + 2,7 % après – 5,0 % en 2010 pour les ménages, + 1,6 % après – 5,3 % pour les entreprises non financières, et + 7,9 % après – 18,6 % pour les entreprises financières. Pour les entreprises non financières, la hausse de l'investissement porte également sur les biens manufacturés, avec le renouvellement de leur parc automobile et l'achat de machines, ainsi que sur les services, notamment informatiques. *A contrario*, les dépenses d'investissement des administrations publiques reculent de nouveau, bien que moins fortement qu'en 2010 (– 1,9 % après – 8,1 %), notamment dans la construction (– 1,4 % après – 8,6 %). La demande des entreprises influe également sur l'activité *via* leur comportement de stockage ; après deux années de déstockage, la reconstitution des stocks contribue notablement à l'activité, à hauteur de 0,8 point de croissance du PIB (après + 0,1 point en 2010 et – 1,2 point en 2009 ; *graphique*).

### Le commerce extérieur est neutre pour la croissance

Après un fort rebond en 2010, les échanges extérieurs ralentissent mais restent dynamiques en 2011 : + 5,3 % après + 9,6 % pour les exportations et + 4,9 % après + 8,9 % pour les importations. Les échanges extérieurs dépassent ainsi, en niveau, ceux de 2007. Importations et exportations évoluant parallèlement, la

contribution comptable du commerce extérieur à la croissance est nulle. La hausse des importations concerne principalement les biens manufacturés, tandis que les exportations tirent leur dynamisme des biens mais aussi, dans une moindre mesure, des services, notamment du solde touristique.

### La consommation des ménages croît faiblement

Alors qu'elles étaient le principal facteur de hausse de la demande en 2010, les dépenses de consommation des ménages sont atones en 2011 (+ 0,3 % en euros constants après + 1,4 % en 2010). En particulier, du fait de températures très clémentes en début et fin d'année, les dépenses en énergie-eau-déchets (notamment gaz et électricité) et en produits raffinés (notamment fioul et propane pour le chauffage) sont en recul : – 9,0 % et – 2,6 % respectivement. Ces baisses contribuent pour moitié au ralentissement d'ensemble de la consommation des ménages. Les dépenses en autres biens ralentissent légèrement, toujours soutenues par le dynamisme des achats de biens d'équipement (+ 6,8 % après + 7,2 %). Les dépenses de services décélèrent quelque peu (+ 0,9 % après + 1,1 % en 2010), avec des dépenses en services de transport toujours en hausse (+ 3,5 % après + 2,2 %), mais une baisse des dépenses en information-communication (– 1,2 % après + 0,2 %) et en services aux ménages (– 0,1 % après + 2,5 %). En 2011, les dépenses des administrations publiques décélèrent de nouveau (+ 0,2 % en euros constants après + 1,8 %), sous l'effet à la fois des mesures de modération de la dépense

publique, mais aussi du contrecoup des importantes livraisons de matériels militaires intervenues en 2010 (pour plus de détails sur les comptes des administrations publiques, cf. *bibliographie*).

### Le pouvoir d'achat des ménages ralentit

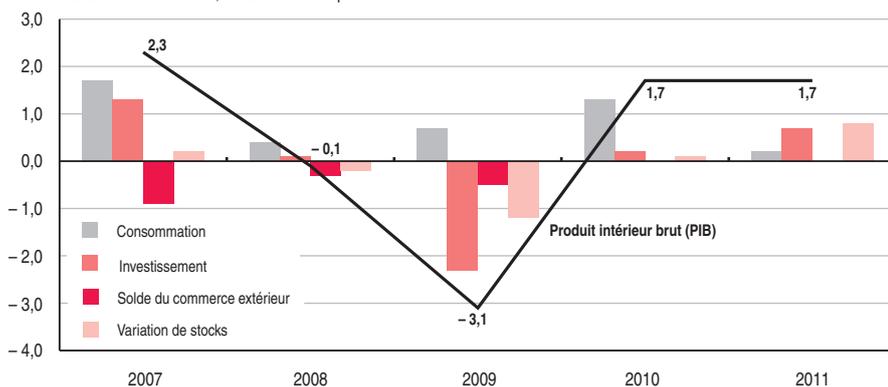
En 2011, le revenu disponible brut des ménages accélère à + 2,6 % en valeur (après + 2,0 % l'année précédente ; *tableau 2*). Dans le même temps, la hausse du prix de la dépense de consommation finale atteint + 2,1 % (contre + 1,1 % en 2010), en raison notamment de la hausse des prix de l'énergie. Le pouvoir d'achat du revenu disponible ralentit donc (croissance de + 0,5 %, après + 0,9 % en 2010). Cette évolution est mesurée sur l'ensemble des ménages. Compte tenu de la croissance de la population, le pouvoir d'achat au niveau individuel (pouvoir d'achat par unité de consommation) baisse légèrement en 2011 (– 0,1 %), alors qu'il augmentait de 0,3 % en 2010. En 2011, l'accélération du revenu disponible brut de + 0,6 point en valeur est due au redressement des revenus du patrimoine (contribution de + 0,9 point) et à la croissance des revenus d'activité (+ 0,3 point). Inversement, les impôts sur le revenu et le patrimoine en atténuent la hausse (effet de – 0,5 point). Enfin, les prestations sociales restent sur la même dynamique qu'en 2010, elles ne contribuent pas à l'accélération du revenu disponible.

La rémunération des placements des ménages en produits liquides (comptes courants et livrets) se redresse en effet en 2011, soutenue par la remontée des taux d'intérêt (+ 60 points de base sur le taux du livret A notamment). Les dividendes reçus par les ménages se redressent également, après s'être repliés en 2010 du fait de la baisse des résultats des entreprises durant la récession. À l'inverse, les revenus de la propriété attribués aux assurés reculent (– 2,4 %) : les contrats d'assurance-vie perdent de leur attractivité face aux autres produits de placement, dont les taux de rendement augmentent.

La masse salariale nette reçue par les ménages accélère également à + 2,9 %, après + 2,4 % en 2010. Elle est soutenue par la reprise de l'emploi, dans un contexte de stabilité du salaire moyen net par tête. Le revenu mixte des

### Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution

variation annuelle en %, contributions en points



Source : Insee, comptes nationaux, base 2005.

entrepreneurs individuels augmente de 2,4 %, soit un rythme plus soutenu qu'en 2010 (+ 1,9 %).

En 2011, les impôts sur le revenu et le patrimoine payés par les ménages progressent de 6,6 % après une hausse

de 2,8 % l'année précédente. Cette accélération s'explique par le relèvement de certains impôts (hausse du prélèvement social sur les revenus du patrimoine et les produits de placement notamment) et par le dynamisme des

revenus d'activité. Ceci génère un surplus d'impôt sur le revenu, de contribution sociale généralisée (CSG) et de contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).

Les prestations sociales reçues par les ménages restent dynamiques (+ 3,2 % en 2011 comme en 2010). Les indemnités chômage ralentissent (- 0,3 % après + 7,6 % en 2010) en lien avec l'amélioration du marché du travail. Mais inversement, les prestations vieillesse accélèrent légèrement (+ 4,0 % après + 3,8 % en 2010) : l'impact de la revalorisation des pensions, nettement plus élevée en 2011, l'emporte sur le recul de l'âge de la retraite consécutif à la réforme de 2010, qui commence à produire ses effets à partir de juillet 2011. Par ailleurs, les prestations familiales et de logement évoluent de façon plus soutenue (+ 1,9 % après + 0,8 %), en raison de la revalorisation de 1,5 % de la base mensuelle de calcul des allocations.

Alors que le revenu disponible brut augmente de 2,6 %, la dépense de consommation finale des ménages ne progresse que de 2,3 % en valeur. Leur taux d'épargne remonte ainsi de 0,2 point à 16,1 % en 2011, après avoir baissé de 0,5 point en 2010.

Le revenu disponible brut des ménages ne rend pas compte de l'ensemble des ressources dont ils disposent. En effet, au-delà de leurs dépenses de consommation, les ménages consomment également des biens et services dont le coût est pris en charge par la collectivité : éducation, santé, allocations logement... En 2011, le revenu disponible ajusté des ménages, qui englobe ces dépenses, progresse au même rythme que le revenu disponible brut (2,6 %).

### Le taux d'autofinancement des sociétés non financières se replie

En 2011, la rémunération des salariés des sociétés non financières augmente de 4,4 %, soit un rythme plus soutenu que celui de leur valeur ajoutée (+ 2,8 %). Ceci s'explique notamment par l'annualisation du calcul des allègements de cotisations sociales. En outre, les impôts sur la production accélèrent, en particulier du fait de la hausse du forfait social. Inversement, les subventions sur la production reculent, en raison notamment de la non-reconduction des aides à

## 2 Quelques éléments du tableau économique d'ensemble (comptes base 2005)

à prix courants, en milliards d'euros, en %

	Évolution en % (sauf italiques)			Niveau 2011
	2009	2010	2011	
<b>Produit intérieur brut, dont :</b>	<b>-2,5</b>	<b>2,7</b>	<b>3,1</b>	<b>1 996,6</b>
Valeur ajoutée au prix de base	-2,0	2,4	2,7	1 789,0
Impôts sur les produits nets des subventions sur les produits (1)	-6,8	6,1	6,0	207,6
<b>Revenu national brut</b>	<b>-2,4</b>	<b>2,8</b>	<b>3,0</b>	<b>2 034,2</b>
<b>Revenu disponible brut de l'ensemble de l'économie</b>	<b>-2,6</b>	<b>2,9</b>	<b>3,1</b>	<b>2 001,5</b>
<b>Valeur ajoutée brute par secteurs</b>				
Valeur ajoutée des entreprises	-3,1	2,7	2,6	1 228,4
Sociétés non financières	-4,1	2,4	2,8	1 004,1
Entreprises individuelles	-6,2	1,4	2,5	136,1
Sociétés financières	17,5	9,2	0,2	88,1
Valeur ajoutée des administrations publiques	2,7	2,0	2,7	327,9
<b>Éléments du partage de la valeur ajoutée</b>				
Rémunération des salariés des entreprises	-0,9	2,2	4,0	753,7
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte des entreprises	-7,6	6,0	-1,0	433,1
Rémunération des salariés des administrations	2,9	2,1	1,6	263,7
<b>Sociétés non financières</b>				
Excédent brut d'exploitation	-11,4	6,0	-2,2	287,3
Revenus de la propriété nets versés	2,9	-14,2	5,4	95,4
Épargne brute	-5,5	16,6	-11,5	136,0
Formation brute de capital fixe	-13,5	7,9	7,7	202,3
<i>Variation des stocks</i>	<i>-21,8</i>	<i>6,9</i>	<i>14,8</i>	<i>10,6</i>
<i>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</i>	<i>42,2</i>	<i>-1,3</i>	<i>-48,1</i>	<i>-65,2</i>
<i>Taux de marge (2)</i>	<i>-2,4</i>	<i>1,0</i>	<i>-1,5</i>	<i>28,6</i>
<i>Taux d'autofinancement (3)</i>	<i>6,4</i>	<i>6,2</i>	<i>-14,6</i>	<i>67,2</i>
<b>Sociétés financières</b>				
Excédent brut d'exploitation	69,4	25,7	-2,2	29,8
Formation brute de capital fixe	-12,2	-12,2	10,3	13,5
<i>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</i>	<i>8,4</i>	<i>-3,6</i>	<i>1,1</i>	<i>28,7</i>
<b>Ménages (y compris entreprises individuelles)</b>				
Excédent brut d'exploitation (4)	-4,7	-0,5	3,5	158,2
Revenu mixte	-6,6	2,0	2,3	121,1
Salaires nets reçus	-0,1	2,4	2,9	681,7
Prestations sociales hors transferts sociaux en nature (5)	5,5	3,2	3,2	428,7
Revenus de la propriété nets reçus	-2,7	-0,9	3,7	127,7
Impôts courants	-4,5	2,8	6,6	175,1
Revenu disponible brut	0,5	2,0	2,6	1 323,5
Dépense de consommation finale	-0,6	2,5	2,3	1 110,1
Revenu disponible brut ajusté	1,1	2,3	2,6	1 685,4
Consommation effective des ménages	0,5	2,8	2,4	1 471,9
Épargne brute	6,0	-1,0	4,0	213,4
Formation brute de capital fixe	-13,4	0,9	6,8	120,0
<i>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</i>	<i>31,1</i>	<i>-4,0</i>	<i>0,0</i>	<i>89,8</i>
<i>Taux d'épargne (6)</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,2</i>	<i>16,1</i>
<i>Taux d'épargne financière (7)</i>	<i>2,4</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>6,8</i>
<b>Relations avec le reste du monde</b>				
Exportations de biens (FAB)	-16,7	13,4	8,3	419,8
Importations de biens (FAB)	-17,3	14,1	12,3	490,6
<i>Exportations de services - importations de services</i>	<i>-5,3</i>	<i>0,2</i>	<i>7,5</i>	<i>14,6</i>
<i>Solde des opérations de répartition en provenance du reste du monde</i>	<i>-2,8</i>	<i>3,5</i>	<i>0,1</i>	<i>5,1</i>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la Nation</b>	<b>3,4</b>	<b>-4,2</b>	<b>-13,9</b>	<b>-51,0</b>

(1) Les impôts sur les produits regroupent la TVA, les impôts sur les importations et d'autres impôts sur les produits (TIPP, taxes sur les tabacs, sur les alcools...). (2) Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute. (3) Épargne brute / formation brute de capital fixe. (4) Excédent principalement tiré de la location de logements, y c. les loyers imputés que les propriétaires se versent à eux-mêmes. (5) Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature sont principalement des prestations en espèces (retraites, indemnités journalières, allocations familiales, indemnités chômage, RSA). (6) Épargne brute / revenu disponible brut. (7) Capacité de financement / revenu disponible brut.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2005.

l'emploi mises en œuvre dans le cadre du plan de relance. Au total, l'excédent brut d'exploitation se contracte (-2,2 %), après avoir augmenté de 6,0 % en 2010. Le taux de marge perd ainsi 1,5 point entre 2010 et 2011, pour s'établir

à 28,6 %, niveau le plus bas depuis 1986.

L'épargne des sociétés non financières recule (-11,5 % après une hausse de 16,6 % en 2010). En plus du recul de l'excédent brut d'exploitation, le solde

des revenus financiers se dégrade : la détérioration des dividendes nets (reçus moins versés) et dans une moindre mesure des intérêts nets l'emporte sur l'amélioration des bénéfices réinvestis perçus par les sociétés non financières qui ont des filiales à l'étranger. Enfin, l'impôt sur les sociétés progresse (+6,4 milliards d'euros), ce qui freine également l'épargne.

L'investissement des sociétés non financières reste en revanche dynamique (+7,7 % en 2011 après +7,9 % en 2010), de sorte que le taux d'autofinancement recule nettement (-14,6 points, à 67,2 %).

## L'activité des sociétés financières stagne

Après une forte progression en 2010 (+9,2 %), la valeur ajoutée des sociétés financières ralentit fortement en 2011 (+0,2 %).

La valeur ajoutée des banques se replie de 1,2 % après avoir progressé de 12,9 % en 2010. Ce fort ralentissement provient essentiellement de la hausse des taux d'intérêt qui se traduit par un recul des marges d'intermédiation. Inversement, la production de services facturés est orientée à la hausse (+0,7 % après -3,7 % en 2010).

La valeur ajoutée des sociétés d'assurance accélère (+4,5 % après +0,7 % en 2010), portée par l'assurance-dommages (+16,6 % après +8,4 %). Pour sa part, la valeur ajoutée de l'assurance-vie est en repli (-11,9 % après +2,1 %).

## Bibliographie

- « Les comptes des administrations publiques en 2011 », *Insee Première* n° 1400, mai 2012.
- Rubrique « Comptes nationaux annuels », site [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

### Encadré 1

#### Les révisions du PIB en volume et du pouvoir d'achat

La publication du compte provisoire de l'année 2011 s'accompagne d'une révision des données publiées l'an passé, en mai 2011, sur les années 2009 et 2010. S'agissant des évolutions du PIB, la récession est plus accentuée dans la version définitive du compte 2009 (de -0,4 point, à -3,1 %), et la reprise en 2010 est revue en hausse de 0,2 point, à +1,7 % (compte semi-définitif).

Sur l'année 2011, la présente publication fournit la première évaluation de l'évolution annuelle brute du PIB, à +1,7 %. Ce chiffre confirme la première estimation publiée le 15 février 2012 à l'occasion des premiers résultats des comptes trimestriels pour le quatrième trimestre de 2011. Méthodologiquement, cette estimation était corrigée de l'effet des jours ouvrables, mais

cette correction est quasiment neutre sur la croissance du PIB en 2011.

Dans le compte provisoire 2011, la progression du revenu disponible brut des ménages est revue de 0,6 point à la baisse, du fait notamment de nouvelles informations sur les revenus de la propriété perçus par les ménages. De ce fait, la remontée du taux d'épargne entre 2010 et 2011 est atténuée (+0,2 point contre +0,7 précédemment). Enfin, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages est révisé de 0,6 point à la baisse en 2011.

Une note consultable sur le site internet de l'Insee détaille l'ensemble des révisions intervenues sur les comptes 2009, 2010 et 2011 ; elle en précise l'origine en termes de sources d'information.

### Encadré 2

#### Au-delà du PIB, le revenu national disponible

Le produit intérieur brut (PIB) est une mesure de l'activité productive sur le territoire d'un pays. Cet indicateur est privilégié dans le suivi de la conjoncture économique. Toutefois, une partie de l'activité enregistrée dans un pays sert à rémunérer des capitaux étrangers, ainsi que le travail transfrontalier effectué par les non-résidents. À l'inverse, une partie des ressources des résidents provient des revenus de placements à l'étranger, ainsi que de salaires perçus suite à des activités réalisées à l'étranger. C'est la raison pour laquelle la commission « Stiglitz » sur la mesure des performances économiques et du progrès social a recommandé de mettre l'accent sur le revenu national brut

(RNB) plutôt que sur le produit intérieur. Cette démarche peut s'étendre jusqu'au revenu national disponible brut (RNDB), qui prend également en compte d'autres flux de revenus avec l'extérieur (contributions à l'Union européenne, prestations sociales, etc.).

En 2011, le PIB augmente de 3,1 % en valeur. Le RNB progresse un peu moins vite (+3,0 %). L'accroissement de la TVA communautaire l'emporte en effet sur la hausse du solde des salaires (reçus moins versés au reste du monde) et de celui des revenus de la propriété. Le solde des autres flux de revenus avec l'extérieur étant stable, la progression du RNDB est très proche de celle du RNB (+3,1 % contre +3,0 %).

⇒ Pour vous abonner aux avis de parution : <http://www.insee.fr/abonnements>

⇒ Pour vous abonner à **INSEE PREMIÈRE** :

- Par internet : <http://www.webcommerce.insee.fr/liste.php?idFamille=16>

- Par courrier : retourner ce bulletin à l'adresse ci-après ou par fax au (33) 03 22 97 31 73

INSEE/CNGP - B.P. 402 - 80004 Amiens CEDEX 1

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIÈRE - Tarif 2012

Abonnement annuel :  82 € (France)  103 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : \_\_\_\_\_ Activité : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : \_\_\_\_\_ €.

Date : \_\_\_\_\_ Signature

[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

Direction Générale :  
18, Bd Adolphe-Pinard  
75675 Paris cedex 14

Directeur de la publication :  
Jean-Luc Tavernier

Rédacteur en chef :  
E. Nauze-Fichet

Rédacteurs :  
L. Bellin, A.-C. Morin,  
C. Perrel, C. Pfister

Maquette : P. Nguyen

Impression : Jouve

Code Sage IP121401

ISSN 0997 - 3192

© INSEE 2012



**INSEE**  
INSTITUT NATIONAL  
DE LA STATISTIQUE  
ET DES ÉTUDES  
ÉCONOMIQUES